

APERÇU DU MONITORING DE PROTECTION : FAITS SAILLANTS ET TENDANCES MAJEURES

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En décembre 2025, l'environnement humanitaire et de protection s'est considérablement détérioré dans plusieurs territoires de la province du Nord-Kivu, marqué par une intensification des affrontements entre groupes armés et la persistance de violences généralisées. Par ailleurs, les représailles visant des civils soupçonnés de collusion avec des groupes armés rivaux se sont multipliées.

Ces situations ont entraîné de nombreuses exactions à l'encontre des populations civiles ainsi que d'importants déplacements forcés.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma :

- Persistance des incursions nocturnes attribuées à des acteurs armés dans les quartiers périphériques de Goma, suivies de plusieurs exactions à l'encontre des civils.

Territoire de Masisi :

- Intensification des affrontements entre plusieurs groupes armés dans les groupements de Bashali-Mukoto, Nyamaboko 1, Bapfuna, Bashali-Mukoto et Banyungu.
- Intensification des actes de représailles contre des civils soupçonnés de collaborer avec des groupes armés rivaux.

Territoire de Rutshuru :

- Poursuite des affrontements sporadiques entre des groupes armés dans le groupement Bukombo.
- Persistance des affrontements entre un groupe armé et une coalition rivale dans le groupement de Mutanda.
- Multiplication des incursions attribuées à des groupes armés, accompagnées d'enlèvements contre rançon.
- Poursuite des violences ciblées contre les personnes soupçonnées de collusion avec des groupes rivaux, incluant meurtres, enlèvements, pillages et viols.

Territoire de Lubero :

- Attaques des positions d'un groupe armé par des hommes armés non identifiés dans le groupement de Bapakombe.
- Ces affrontements auraient provoqué de nouveaux déplacements forcés vers des zones jugées plus sûres.

Territoire de Walikale :

- Intensification des affrontements entre des groupes armés pour le contrôle de localités, entraînant d'importants déplacements forcés.
- Des tensions intercommunautaires, accompagnées de meutres, d'agressions physiques, et provoquant des mouvements de population, ont été signalées dans le groupement de Waloa-Yungu.
- Poursuite des violences ciblées contre les populations civiles suspectées de collaborer avec des groupes armés rivaux.

Territoire de Beni :

- Montée de la criminalité urbaine aggravant l'insécurité, et exposant les populations civiles à plusieurs exactions.
- Affrontements entre deux groupes armés dans le groupement de Malio, entraînant de graves exactions à l'encontre des populations civiles.
- Recrudescence des incursions de groupes armés, alimentant un climat d'insécurité persistante et fragilisant durablement la protection des civils, dans la localité de Malio.

PRINCIPALES TENDANCES

Chiffres clés de décembre 2025



Evolution mensuelle en 2025



- Localités affectées** : en décembre 2025, **27** zones de santé ont été couvertes. À l'instar des mois précédents, la majorité des violations dans la province sont enregistrées dans le territoire de Masisi (52%), suivi de Beni (17%) et Rutshuru (12%), avec une baisse globale de **8 %** des violations dans la province. Contrairement aux mois précédents, la couverture a été améliorée, notamment dans le territoire de Walikale. En effet, dans le territoire de Walikale, 4 zones de santé (Pinga, Walikale, Kibua et Itebero) ont été couvertes en décembre 2025, contrairement aux mois précédents où seule Pinga était couverte.
- Incidents majeurs** : les principales violations recensées au mois de décembre sont les coups et blessures (20%), suivis des enlèvements ou disparitions forcées (20%), les extorsions de biens (14%) et les viols (10%). En 2025, les coups et blessures restent prédominants (18%), suivis des enlèvements/disparitions forcées (16 %), des homicides (14%), les extorsions des biens (13%) et les allégations de viols (11%).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG)** : en décembre 2025, **143** allégations de violences basées sur le genre (VBG) ont été recensées, soit une augmentation de 3% par rapport au mois précédent. **116** cas de viol, représentant près de **81%** ont été identifiés. Cette tendance reste constante et préoccupante depuis le début de l'année. En effet, le monitoring commun a identifié plus de **1 241** cas de viol, représentant **11%** du total des violations et abus identifiées dans la province.
- Atteintes aux droits à la vie** : **102** cas d'homicides ont été recensés, représentant **30%** des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, dont 80% sont des hommes, 16% sont des femmes et 4% des enfants.
- Population affectée** : les populations retournées demeurent les principales victimes, et représenteraient **75%** des victimes. Au cours de la période, **807** violations individuelles et communautaires ont été recensées affectant celles-ci.



APERÇU DU MONITORING DE PROTECTION : CHIFFRES CLÉS

TENDANCES MENSUELLES



1 142

Cas de violations et abus identifiés



1 591

Victimes identifiées

CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



343 (30.0%)

Violations du droit à la vie et l'intégrité physique



338 (29.6%)

Violations du droit à la liberté



287 (25.1%)

Violations du droit à la propriété



143 (12.5%)

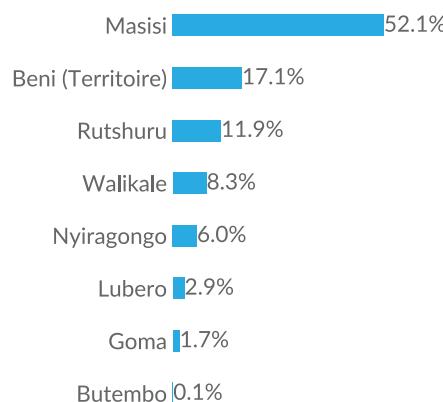
Allégations de violences sexuelles basées sur le genre



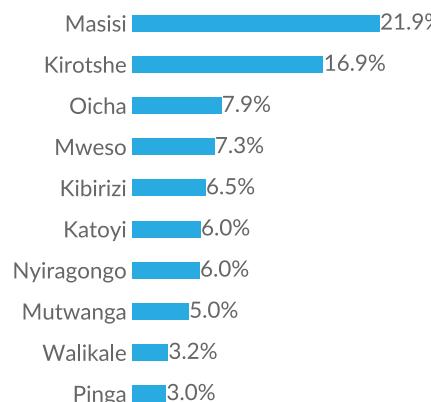
31 (2.7%)

Allégations de violations graves à l'encontre des enfants
(Violations 1612)

VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES



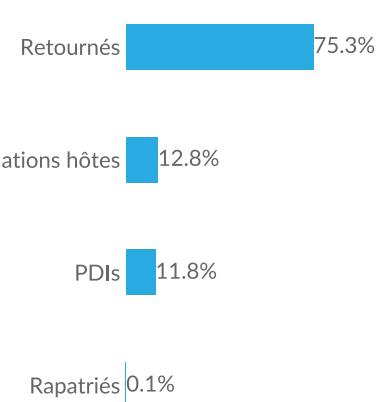
TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS



TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



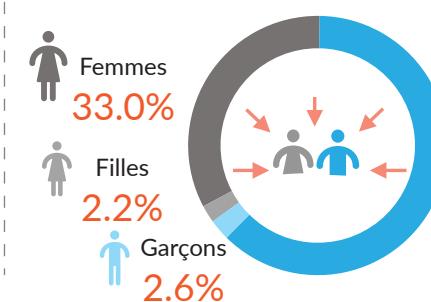
STATUT DES VICTIMES



PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



VICTIMES PAR GENRE



Hommes

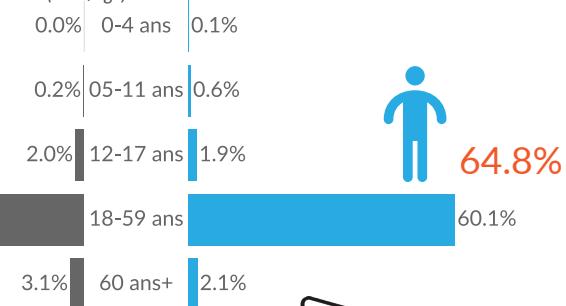
62.2%



Femmes

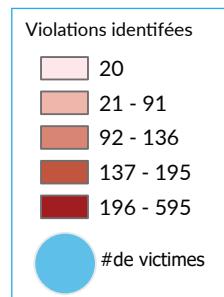
33.0%

PROFIL DES VICTIMES (Sexe/âge)



POUR PLUS D'INFO?
Cliquez sur le lien - ReliefWeb

SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES

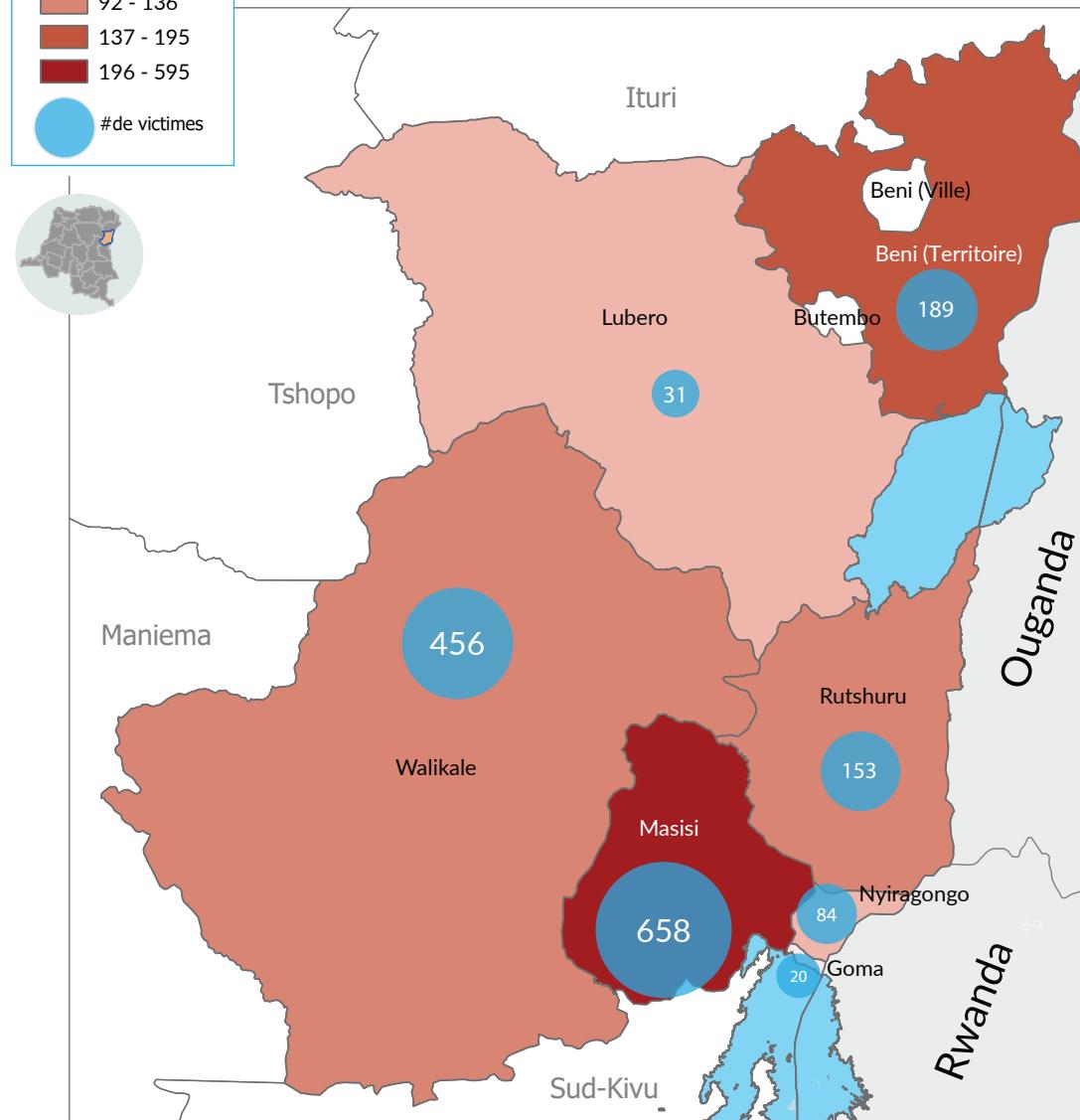


 **1 142**

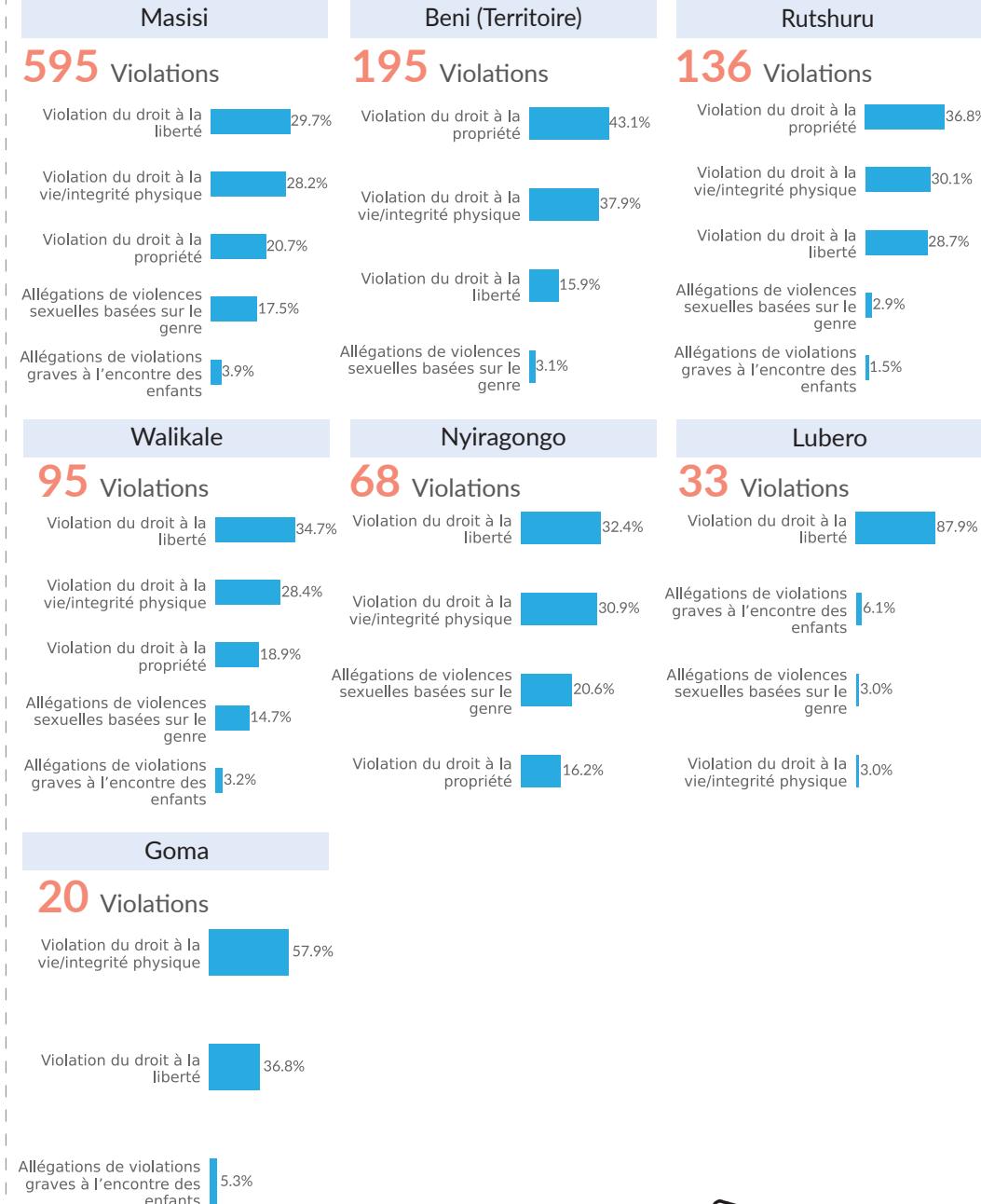
Cas de violations et abus identifiés

 **1 591**

Victimes identifiées

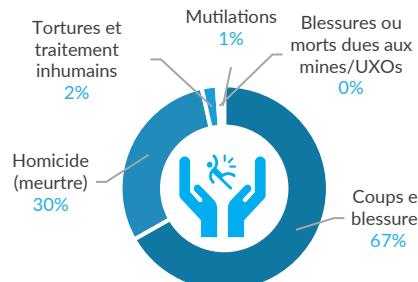


TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES

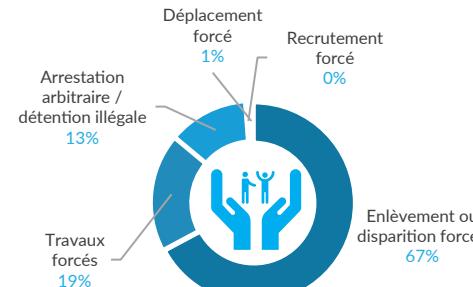


ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION

343 Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique
(30.0%)



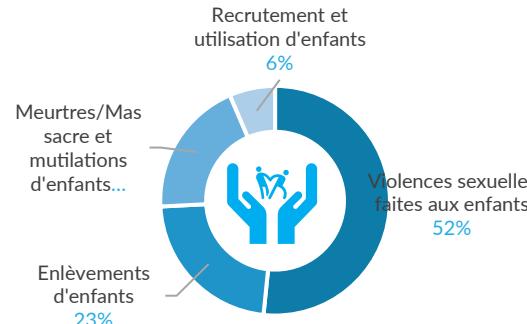
338 Violation du droit à la liberté
(29.6%)



287 Violation du droit à la propriété
(25.1%)



31 Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Resolution 1612)
(2.7%)



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

La poursuite de la violence armée qui touche notamment les zones de contact entre les groupes armés dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Walikale et Lubero ainsi que les actes de criminalité dans les territoires de Nyiragongo et Beni, ont constitué les principales sources de violations des droits et abus au cours du mois de décembre 2025.

Ces situations ont entraîné de nombreuses exactions à l'encontre des populations civiles ainsi que d'importants déplacements forcés. Dans les zones urbaines, notamment à Goma et en périphérie, la criminalité constitue un facteur supplémentaire.

Par ailleurs, l'insécurité persistante, la présence des REG/EEI, les conflits LTP dans les zones de retour pourraient, faute de mesures d'atténuation, compromettre la durabilité des retours.

Il est important d'organiser la réponse d'urgence et de mettre en place des activités de résilience et de cohésion sociale appropriées là où cela est possible pour réduire les risques de protection auxquelles les populations sont exposées.

Violences sexuelles basées sur le genre

 La recrudescence des violences armées continue de compromettre la sécurité et le bien-être des femmes et des filles dans le Nord-Kivu. L'insécurité persistante, couplée à des conditions de vie précaires, notamment la promiscuité dans les lieux d'habitation, accentue les risques de violences basées sur le genre (VBG). En décembre, les cas de viol représentaient 81 % des incidents de VBG signalés, illustrant l'ampleur de la situation. Il est donc crucial que les interventions dans la province intègrent systématiquement les dimensions de genre et la protection contre les VBG.

Protection de l'Enfant



les enfants sont exposés aux combats et aux représailles des groupes armés. Ils subissent des violences physiques, des enlèvements, des pillages et des incendies de maisons. Les filles sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et à l'exploitation. Les déplacements massifs et répétés des populations limitent leur accès à l'éducation, aux soins de santé et à la nutrition. Cette situation met en évidence l'urgence de renforcer la protection des enfants et d'adapter l'assistance humanitaire à leurs besoins spécifiques.

Lutte Anti-Mines

 Les affrontements armés récurrents impliquent un usage intensif d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. En décembre 2025, 24 REG / EEI ont été identifiés, dont 20 dans le territoire de Beni, 2 à Nyiragongo et 2 à Lubero. Par ailleurs, 10 incidents ont été signalés, faisant 4 victimes civiles, dans les territoires de Masisi et Walikale. La présence persistante de REG et d'engins explosifs impro-visés (EEI) constitue une menace grave pour l'intégrité physique des populations et limite le déploiement des activités de résilience, notamment agricoles.



Les violations du droit à la propriété, représentant plus de 25 % des incidents signalés en décembre, constituent un facteur majeur de risques liés à la terre et à la propriété (LTP) au Nord-Kivu. Ces violations, telles que la destruction de biens, les pillages et extorsions, demeurent fréquentes dans les zones de retour. La faiblesse des mécanismes traditionnels de règlement des différends accentue les risques de conflits fonciers, ce qui peut fragiliser la cohésion sociale et générer des tensions communautaires.



POUR PLUS D'INFO?

Cliquez sur le lien - ReliefWeb